

Crise systémique européenne. Réponse citoyenne.

Raymond Van Ermen. 8 Août 2012.

A l'évidence l'Europe vit une crise systémique financière, économique, politique, de démocratie, de valeurs. Comme le met en évidence le projet d'Union Bancaire, il s'agit de recréer à grande vitesse un cadre légal abattu par la déréglementation des trente dernières années. Mais il s'agit aussi de recréer un projet économique pour une nouvelle 'prospérité' s'appuyant sur une éthique de solidarité retrouvée. Le tout en ne sacrifiant pas la démocratie mise à mal au niveau de certains Etats-Membres ( Hongrie, Roumanie) et Européen.

Dans ce contexte que peut faire la société civile ? Une des pistes est de construire un consensus 'bottom up' sur la nécessité et les mécanismes d'un sursaut collectif. J'ai proposé au Forum Permanent de la Société Civile de commencer par un dialogue avec les Syndicats. Il pourrait ensuite s'élargir aux autres forces économiques représentées au sein du Comité Economique et Social Européen.

1. *Le dérèglement financier que nous vivons n'est que le reflet et d'un vide éthique et d'un manque de solidarité collective*<sup>1</sup>.
2. La bataille de l'Euro contre les spéculateurs est devenue le test majeur de la soumission de la puissance publique aux spéculateurs ou du retour de sa prééminence sur les Marchés.
3. Les Marchés ont besoin du droit et de la force publique pour faire exécuter les contrats. Les Etats ne peuvent être sous la tutelle des marchés, car *l'autonomie des marchés est subordonnée au droit, donc au souverain garant du droit*<sup>2</sup>.
4. *Les marchés ne peuvent se substituer au pouvoir politique pour déterminer l'avenir des sociétés.* Toute autorité politique qui se détourne du bien commun, de la démocratie et de la justice perd toute légitimité.
5. *Les Marchés financiers ne sont plus au service des sociétés humaines, mais ils les dominent par la dette, ils entraînent la surexploitation des ressources et la dégradation des territoires*<sup>3</sup>. Ils imposent l'austérité, source de chômage, de régression et de désespérance . Les investisseurs du long terme ont, sauf exception<sup>4</sup>, disparu du marché.
6. La 'définanciarisation' de l'économie et son retour au service des sociétés humaines sont nécessaires et urgentes. La responsabilité des élus

---

<sup>1</sup> Jouyet. La finance est-elle éthique ? 11 Mars 2012. Paris.

<sup>2</sup> Financer des sociétés résilientes, des territoires robustes.Rapport à la Déléguée interministérielle au développement durable. France.

<sup>3</sup> Financer des sociétés résilientes, des territoires robustes.Rapport à la Déléguée interministérielle au développement durable. France.

<sup>4</sup> Club des Investisseurs à Long Terme initié par la BEI.

représentant les citoyens européens et les peuples d'Europe est engagée pour y parvenir.

7. Saigner à blanc les travailleurs, les retraités, les jeunes et en même temps abriter des paradis fiscaux qui représentent une perte fiscale de 1.000 milliards d'euros, soit cinq fois le budget de l'UE <sup>5</sup>est un crime d'Etat. Les gouvernements des Etats Membres concernés sont comptables de cette situation.
8. Citoyens, salariés, épargnants, chefs d'entreprise, autorités régionales et locales, gouvernements actionnaires de banques privées doivent utiliser leur pouvoir d'achat, leur capacité d'investir et utiliser leur droit de vote dans les banques<sup>6</sup> comme dans le cadre des élections nationales et européennes pour réorienter la finance et la remettre au service des sociétés humaines.

Aussi, le temps est venu d'un sursaut collectif des élus, des élites et des citoyens. Il est temps que les institutions de l'Union européenne réaffirment leur autorité politique pour retrouver leur légitimité, associent les forces vives économiques, sociales et citoyennes et démontrent aux citoyens que l'Union Européenne se construit avec eux, que les représentants contribuent au bien-être des représentés et qu'ils vivent dans une société qui fonctionne en harmonie avec leurs besoins.

Dans le cadre du dialogue Forum Permanent de la Société Civile avec les syndicats européens, j'ai proposé un calendrier en quatre étapes :

1. **Automne 2012.** Les Parlements nationaux et les parlementaires européens de l'Euroland et des pays qui souhaitent le rejoindre doivent se réunir de toute urgence en session commune afin d'adopter *un projet de mandat pour une Convention (ou Assemblée spéciale)* <sup>7</sup> à soumettre au Conseil Européen qui porte sur les 4 dimensions politique, économique, financière, valeurs.
2. **Décembre 2012.** Le Conseil Européen doit convoquer une nouvelle Convention *(ou Assemblée spéciale)* avec un mandat sur les 4 dimensions plus haut de nature à *refonder le 'pacte sociétal européen'* (paix, prospérité, démocratie) *en dotant l'UE et l'Euroland de la plus moderne des gouvernances démocratiques*<sup>8</sup>,

---

<sup>5</sup> Tax Research; UK

<sup>6</sup> les membres des conseils d'administration des banques représentant salariés, entreprises, autorités régionales et locales, gouvernements actionnaires de banques privées ont la responsabilité d'utiliser leur droit de vote au sein de ces conseils

<sup>7</sup> dans le contexte actuel par Assemblée Spéciale toute forme de rencontre associant les représentants des Gouvernements, Parlements, Commission, forces vives économiques et sociales résultant de la participation d'un nombre d'Etats Membres inférieur à 27 ou d'une assemblée élue par les citoyens.

<sup>8</sup> LEAP/E2020

3. **Mai 2013 – Décembre 2013.** La Convention (ou Assemblée spéciale) portera en particulier sur 3 points :

(i). *Le référendum paneuropéen au niveau de l'UE et de l'Euroland* qui permettra à l'Union Européenne de sortir d'une double menace, d'une part celle résultant du fossé croissant avec ses citoyens, d'autre part celle de sa paralysie par une succession de procédures de ratifications nationales ou de référendums nationaux où l'Union Européenne peut être l'otage d'un seul État Membre. Un référendum paneuropéen qui réunirait la majorité des voix des citoyens dans une majorité qualifiée des États Membres permettra à l'Europe – ferme sur ses deux jambes - de faire de nouveaux progrès, vers plus de démocratie et plus de cohésion.

(ii) *Un paquet 'finance'*<sup>9</sup>. Ce paquet comprendra une réglementation des institutions financières en matière d'investissements responsables, de bonus liés aux performances en matière environnementale, sociale et de gouvernance, une révision du système de gouvernance des banques, un système de taxation des transactions et un 'pacte des banques'<sup>10</sup>, fonds de pension et compagnies d'assurances pour mobiliser le capital privé en soutien aux objectifs 2020 et aux investissements à long terme .

(iii) Une feuille de route '*Bonne Vie pour Tous dans une Europe Inclusive*' qui définira le *pacte sociétal européen*. Celui-ci a été esquissé dans un rapport Européen<sup>11</sup> comme dans un rapport Allemand<sup>12</sup>. Une proposition de feuille de route de la Commission créant un « chapeau commun », sous l'égide de la Stratégie Europe 2020, à ses politiques et stratégies relatives à l'éducation, la culture, l'emploi, la consommation et la production durable, la responsabilité sociale des entreprises servira de base aux travaux de la Convention sur ce plan. Cette feuille de route adoptée par la Convention dans le cadre d'un processus participatif, sera ouverte par une 'Déclaration d'Interdépendance' .

4. **Juin 2014.** Elections Européennes et Consultation pan-européenne sur les conclusions de la Convention (*ou Assemblée spéciale*) .

---

<sup>9</sup> Voir aussi les propositions de Mr Lamasoure, MEP, Président de la Commission Budget.

<sup>10</sup> Inspiré du Pacte des Maires.

<sup>11</sup> 'POUR UN PACTE SOCIÉTAL EUROPÉEN' PAR LE FORUM PERMANENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (2010)

<sup>12</sup> *World in Transition. A Social Contract for Sustainability*. German Advisory Council on Global Change (WBGU).

